

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 5 juillet 2022

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-263

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AL BABTAIN France

52 Avenue du Maréchal Leclerc - CS60010

10121 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 avril 2022 dans l'établissement AL BABTAIN France implanté CS60010 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10121 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 02 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite aux derniers événements apparus sur site, à savoir :

- l'incident de déversement d'acide du 4 février 2022
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la mise en œuvre du Plan d'Opération Interne
- les travaux de raccordements des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AL BABTAIN France
- CS60010 52 AV. du Maréchal Leclerc 10121 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT dans GUN : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société AL BABTAIN FRANCE, qui a repris en janvier 2012 la société PETITJEAN, est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier : la production de candélabres par PETITJEAN date de 1957. Les produits fabriqués sont notamment destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parkings et au transport de l'énergie électrique. La société exploite ainsi sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS des installations de travail mécanique des métaux, de soudure, de traitements de surfaces, de galvanisation et également de peinture, sur un site occupant une surface d'environ 30 hectares.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Portée de l'autorisation d'exploiter et conditions générales | Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 1.5.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 2.4 | / | Sans objet |
| Mise en demeure | Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 1 | / | Sans objet |
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 4.5 | / | Sans objet |
| Collecte des effluents liquides | Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 4.3.5 | / | Sans objet |
| Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.5.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence 1 non-conformité faisant l'objet d'un projet de mise en demeure. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées les garanties financières visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Portée de l'autorisation d'exploiter et conditions générales

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 1.5.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : Les installations sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières selon l'échéancier suivant : constitution de 80 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2017 constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant deux ans. |
| Constats : A ce jour l'exploitant n'a toujours pas constitué les garanties financières. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription Sous un délai de 3 mois, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées les garanties financières visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. |

Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents ou accidents |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son Installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a transmis le 16 février 2022 la déclaration d'incident en précisant : <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure de l'incident- nature et circonstances de l'accident- mesures prises pour remédier aux conséquences de cet incident Les principales mesures prises pour remédier aux conséquences de cet incident sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- modifier le positionnement de la bride pour la placer au dessus des caillebotis de la rétention associée- surveillance piézométrique semestrielle pour mettre en évidence d'éventuelle infiltration- confinement de l'écoulement acide dans les plus brefs délais suivi de son absorption Ces mesures sont appropriées aux conséquences de cet incident. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne |
| Prescription contrôlée : La Société AL BABTAIN FRANCE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.6.7 et 8.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-001 relatifs au Plan d'Opération Interne. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois le Plan d'Opération Interne réactualisé en tenant compte des remarques du rapport d'inspection susvisé ;- l'exploitant réalisera sous un délai de 6 mois, un exercice de sécurité visant à tester le Plan d'Opération Interne réactualisé. |
| Constats : L'exploitant a transmis le 19 avril 2022 le Plan d'Opération Interne réactualisé en tenant compte des remarques de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées tient à rappeler que l'exploitant réalisera conjointement avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours les exercices de sécurité visant à tester le Plan d'Opération Interne avant le 26 juillet 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Etude de l'impact des rejets dans le rû de la Fontaine Saint-Martin |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude caractérisant l'impact des rejets dans le rû de la Fontaine Saint-Martin et des sédiments, au droit du site et à l'extérieur du site. Cette étude devra le cas échéant définir les aménagements ou pré-traitements nécessaires au maintien de l'état chimique et écologique du cours d'eau, en raisonnant par bassin versant en tant que de besoin. Dans cette hypothèse, un calendrier de travaux sera proposé avec cette étude. Elle s'attachera en outre à définir une fréquence minimale et/ou une teneur maximale de polluants dans les sédiments, à partir de laquelle un curage du rû est à prévoir. |
| Constats : L'exploitant a remis le rapport DEKRA du 12/02/2021 concernant l'Etude d'impact des rejets dans le milieu récepteur. Le rapport recommande les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- de collecter les rejets issus du point n°2 et de les raccorder au rejet global du bâtiment de galvanisation ;- de remplacer le point de mesure n°2 par un point de mesure défini en sortie de la canalisation eau pluviale au niveau du Rû ;- d'organiser des mesures régulières sur ce point de rejet afin de caractériser le rejet. Le jour de la visite, l'inspection des classées a constaté que ces recommandations ont été prises en compte par l'exploitant. La toiture du bâtiment de galvanisation est désormais raccordé au réseau de collecte des eaux pluviales se jetant dans le Rû de la Fontaine Saint-Martin. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 4.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles à l'établissement |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. En particulier, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. |
| Constats : Les réseaux de collecte des eaux pluviales ne sont pas connectés aux effluents pollués ou susceptibles d'être pollués (station de lavage des engins et zones de chargement et déchargement). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.5.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Transports -Chargement – Déchargement |
| Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...) Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. |
| Constats : Aucune anomalie n'a été aperçue par l'inspection des installation classée le jour de la visite concernant les aménagements prescrits. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |